



*Date de dépôt : 26 mai 2026*

## **Rapport**

**de la commission de l'économie chargée d'étudier le rapport du  
Conseil d'Etat au Grand Conseil sur le projet-pilote « Bonus  
employabilité »**

*Rapport de Jean-Marc Guinchard (page 2)*

## Rapport de Jean-Marc Guinchard

Notre commission a traité cet objet lors de deux séances, les 13 mars et 11 mai, sous les présidences successives de M. Vincent Canonica et de M<sup>me</sup> Francine de Planta.

Les procès-verbaux ont été tenus avec précision par M. Nicola Martinez.

M. Laurent Forestier, du DEE, nous a accompagnés au cours de ces travaux.

### Séance du 13 mars 2026

**Audition de M<sup>me</sup> Delphine Bachmann, conseillère d'Etat, de M. Laurent Forestier, secrétaire général adjoint chargé de l'employabilité, de M. Julien Garda, directeur général de l'OCE, DEE, et de M<sup>me</sup> Léa Brunner, cheffe de secteurs, DARE, OCE**

M<sup>me</sup> Bachmann rappelle qu'il s'agit d'un projet pilote autorisé par la législation en matière de chômage et qu'une évaluation est systématiquement réalisée afin de déterminer s'il atteint ses objectifs. Elle précise qu'à l'issue de cette évaluation, deux décisions peuvent être prises, à savoir l'intégration de la mesure de manière pérenne ou l'interruption du projet pilote.

M<sup>me</sup> Bachmann indique que ce projet pilote s'inscrivait dans un contexte post-pandémie. Elle précise qu'il a été mis en œuvre en 2021 pour une durée initiale jusqu'à fin 2022, puis prolongé jusqu'à juin 2025. Elle mentionne que le budget alloué s'élève à 4 millions de francs, correspondant à 4000 francs par bénéficiaire pour un maximum de 1000 bénéficiaires. Elle explique que l'objectif était d'encourager les entreprises à engager, pour une durée indéterminée, des personnes au chômage inscrites à l'OCE, en majorant de 4000 francs la participation financière fédérale dans le cadre des allocations d'initiation au travail, dispositif relevant du niveau fédéral, le canton apportant un complément sous forme de bonus employabilité.

M<sup>me</sup> Bachmann expose les principaux constats issus de l'évaluation. Elle indique que 1173 bénéficiaires ont été recensés entre juillet 2021 et décembre 2024, soit un chiffre inférieur à l'objectif initial, ce qu'elle met en lien avec la baisse du recours aux allocations d'initiation au travail. Elle précise que le bonus employabilité étant conditionné à l'octroi d'une allocation d'initiation au travail, l'absence de ces allocations entraîne mécaniquement une diminution du recours au bonus. Elle relève qu'un durcissement des critères d'octroi et de la durée des allocations d'initiation au travail par le SECO a contribué à cette évolution.

M<sup>me</sup> Bachmann indique qu'un rapport a été réalisé par la Haute école de travail social. Elle précise que celui-ci met en évidence que le bonus employabilité contribue principalement à couvrir des frais de formation interne et d'encadrement des personnes engagées. Elle souligne que la conclusion du rapport est que, bien que le projet pilote atteigne ses objectifs, il n'apporte pas de plus-value par rapport aux allocations d'initiation au travail. Elle estime que ce rapport est clair et que, dans une logique d'utilisation adéquate des ressources cantonales, il serait préférable de réfléchir à un autre projet pilote susceptible de produire un effet plus significatif, le bonus employabilité ne présentant pas de valeur ajoutée suffisante.

Une députée Ve demande si les raisons du durcissement des critères fédéraux applicables aux allocations d'initiation au travail sont connues et si des travaux sont menés au niveau cantonal pour y remédier.

M<sup>me</sup> Bachmann répond que ce durcissement résulte d'une volonté du SECO. Elle indique que, selon son analyse, cette autorité considère que l'incitation financière pour les employeurs n'améliore pas nécessairement la réinsertion des personnes sur le long terme.

La même députée relève que les conclusions du rapport montrent que, dans sa forme actuelle, le bonus employabilité ne se distingue pas des allocations d'initiation au travail. Elle en déduit que, pour en accroître l'utilisation, il conviendrait d'augmenter les moyens financiers.

M<sup>me</sup> Bachmann répond que ce raisonnement repose sur l'hypothèse selon laquelle il conviendrait d'encourager un recours accru à cette mesure. Elle rappelle que le rapport met en évidence qu'il s'agit principalement d'un apport financier supplémentaire par rapport aux ressources déjà allouées dans le cadre fédéral. Elle souligne que son objectif est d'améliorer la réinsertion des personnes et non de créer un effet d'aubaine financière pour les employeurs.

La même députée indique que, selon elle, pour que ce bonus soit effectivement utilisé sans constituer une simple aubaine financière pour les entreprises, son montant ne doit pas se limiter à un complément marginal difficilement distinguable des allocations d'initiation au travail.

M<sup>me</sup> Bachmann répond que son objectif n'est pas que la mesure soit utilisée, mais qu'elle soit utile.

La même députée précise que sa question vise à identifier, de manière concertée, des mesures permettant de rendre les profils de personnes au chômage plus attractifs pour les employeurs, le bonus employabilité ayant précisément cet objectif. Elle indique comprendre, à la lecture des recommandations et perspectives, qu'une amélioration du dispositif est envisagée et demande si une alternative est à l'étude ou si un abandon du bonus

est envisagé, respectivement si une évolution est prévue afin de le rendre plus efficace et utile pour les employeurs.

M<sup>me</sup> Bachmann répond que sa priorité est que les fonds publics engagés par l'Etat contribuent effectivement à la réinsertion. Elle indique que le SECO est en cours de réflexion sur le durcissement des allocations d'initiation au travail et qu'il convient d'attendre l'issue de ces travaux. Elle précise que le bonus employabilité consiste en une contribution financière supplémentaire versée aux employeurs et que, dans le cadre de la réforme en cours, différentes formes de contributions sont à l'étude afin d'inciter les employeurs à engager durablement des personnes issues du chômage. Elle relève que, à ce stade, le bonus n'atteint pas les résultats escomptés. Elle ajoute qu'il convient également d'éviter de calquer un dispositif cantonal sur un mécanisme fédéral en cours de révision et qu'il est préférable de définir un instrument propre au niveau cantonal, plus pertinent.

La même députée demande dans quels délais ces réflexions pourraient aboutir.

M<sup>me</sup> Bachmann indique que les travaux du SECO sont en cours et que les allocations d'initiation au travail ne constituent pas une priorité immédiate. Elle précise que le canton suit attentivement l'évolution de ce dossier. Elle mentionne également l'existence d'autres projets pilotes financés par la Confédération, pour lesquels une enveloppe a été attribuée aux cantons. Elle indique que trois mesures sont actuellement en phase de test avec un financement fédéral limité dans le temps et qu'elles font l'objet d'une évaluation afin de déterminer l'opportunité de leur poursuite. Elle ajoute que ces dispositifs sont encore en cours d'évaluation par le SECO.

La même députée relève que ces approches semblent davantage ciblées par catégories de population plutôt que centrées sur des mesures de financement en faveur des employeurs.

M<sup>me</sup> Bachmann répond que cette question n'est pas encore tranchée et que des actions sont envisagées à la fois du côté des employeurs et des personnes concernées, afin de déterminer l'approche la plus pertinente.

Un député MCG indique que les ARE lui paraissent pertinentes au vu des éléments présentés, notamment en ce qu'elles permettent de former des personnes tout en laissant une certaine flexibilité quant à leur maintien en emploi. Il estime que des efforts doivent être entrepris pour renforcer le bonus employabilité, dans un contexte où les coûts de l'aide sociale augmentent. Il considère que tout système de formation efficace doit être priorisé et qu'il s'agit d'un investissement nécessaire.

M<sup>me</sup> Bachmann précise que les ARE sont analysées en parallèle des EdS et que le principe n'est pas abandonné, mais qu'un meilleur résultat que celui observé actuellement est recherché.

Un député S souhaite mieux comprendre les raisons de la diminution du nombre d'allocations d'initiation au travail.

M<sup>me</sup> Bachmann répond que cette baisse est liée à un durcissement des critères.

M<sup>me</sup> Brunner précise que ces critères ont notamment été restreints par le fait d'une hausse des exigences relatives au plan de formation. Elle indique qu'un renforcement des conditions a conduit à une réduction des durées, à l'exclusion de certaines catégories de personnes et, partant, à une diminution significative du recours aux allocations d'initiation au travail. Elle ajoute qu'un travail est en cours au niveau intercantonal, accompagné de discussions avec le SECO sur ces questions.

Le même député demande quelle est la position adoptée dans le cadre de ces discussions intercantionales.

M<sup>me</sup> Bachmann répond que ces questions sont traitées au sein du groupe de l'AOST, qui constitue un groupe de travail technique abordant les problématiques liées à l'emploi. Elle indique que les cantons romands adoptent une position solidaire visant à encourager le SECO à adapter les mesures et à reconnaître les besoins identifiés.

M. Garda précise que le positionnement défendu porte notamment sur la praticité et la faisabilité des mesures. Il souligne qu'il convient d'éviter de multiplier les contraintes administratives à l'égard des employeurs, dès lors que quelques formalités supplémentaires peuvent suffire à les décourager. Il indique que les discussions visent à influencer les dispositifs dans ce sens. Il mentionne également la stratégie 2030 portée par le SECO, qui met l'accent sur l'autonomisation des demandeurs d'emploi, et précise que l'objectif est de promouvoir des mesures ouvertes, favorisant une meilleure participation et une adhésion accrue des assurés.

M<sup>me</sup> Bachmann indique que la position du SECO apparaît plus stricte dans son approche que celle défendue au niveau cantonal. Elle souligne qu'il s'agit d'un système fortement axé sur le contrôle, tandis que le canton cherche, dans la marge de manœuvre dont il dispose, à adopter une approche plus humaine et pragmatique. Elle estime que le durcissement des règles ne constitue pas nécessairement une réponse adéquate et rappelle que, si les personnes concernées doivent respecter des obligations, les autorités ont également le devoir de les accompagner au mieux et de proposer des mesures constructives.

Un député UDC revient sur une question précédente et demande si les ARE et les AIT constituent toutes deux des mesures fédérales.

M<sup>me</sup> Bachmann précise que les ARE relèvent du niveau cantonal, tandis que seules les AIT constituent une mesure fédérale.

Le même député indique que, dans le rapport de M. Ferro-Luzzi de 2024, il est fait mention d'une adéquation des EdS avec la législation fédérale en matière de chômage. Il relève que la question de la conformité des EdS à l'article 23, alinéa 3, de la loi sur l'assurance-chômage est soulevée, cet article prévoyant qu'un gain réalisé dans le cadre d'une mesure relative au marché du travail financée par les pouvoirs publics n'est pas assuré. Il précise que cette disposition vise à éviter que des mesures du marché du travail, telles que les EdS, soient utilisées pour générer des périodes de cotisation permettant de prolonger le droit aux indemnités de chômage. Il ajoute que, sur cette base, des dispositifs dans les cantons de Fribourg et de Neuchâtel ont été rendus non cotisants à l'assurance-chômage, car considérés comme équivalents aux EdS. Il indique que cette question était encore pendante en 2024 et il demande si elle est désormais définitivement tranchée.

M<sup>me</sup> Bachmann répond par l'affirmative. Elle précise que, bien que cela soit rare, certains cas de personnes en EdS ayant pu bénéficier d'indemnités de chômage ont été constatés. Elle indique que la question a désormais été confirmée et qu'elle est résolue.

Le président remercie les personnes auditionnées de leur présentation.

M<sup>me</sup> Bachmann propose que ses services puissent, de leur côté, déterminer le moment opportun pour revenir devant la commission dans le cadre des travaux de refonte, en indiquant que l'objectif est d'informer la commission de l'avancement des réflexions au fur et à mesure.

Une députée S souhaite qu'une présentation du plan directeur employabilité soit faite à la commission, afin de permettre un approfondissement de cette thématique.

Aucune opposition à cette proposition d'audition n'est exprimée au sein de la commission.

## **Séance du lundi 11 mai 2026**

Un député PLR indique que la situation est similaire à celle de l'objet précédent. Il rappelle que le Conseil d'Etat est venu présenter le bilan du bonus employabilité et qu'il n'existe pas d'intention de le renouveler, celui-ci n'apportant pas de plus-value significative par rapport aux aides AIT.

Un député MCG se dit surpris qu'il ait été envisagé, il y a quelques années, de supprimer ce bonus. Il rappelle qu'il s'agit d'un projet pilote et estime que l'enjeu reste important. Il indique que le département a présenté plusieurs actions en cours dans ce domaine. Il précise ne pas avoir été particulièrement favorable au concept d'« employabilité », tout en reconnaissant l'importance de la finalité poursuivie. Il considère toutefois que le concept est discutable et estime qu'il manque des mesures relais pour assurer la continuité. Il exprime la crainte que le département ne renforce pas sa politique de soutien à l'emploi, mais au contraire l'affaiblisse, notamment en faveur des personnes au chômage, en fin de droit ou rencontrant des difficultés d'insertion professionnelle.

M. Forestier prend note de ces remarques et indique que le département reviendra avec une version plus complète. Il précise que le département est attentif aux enjeux liés à l'employabilité, notamment à travers le plan directeur de l'employabilité adopté par le Conseil d'Etat il y a environ 10 mois. Il souligne que la direction prise est celle du développement et de la consolidation de l'employabilité. Il ajoute que la fin du bonus employabilité ne signifie pas un désengagement du canton en matière de retour à l'emploi des personnes en recherche d'emploi.

Un député S rejoint les interrogations de son collègue MCG et demande si le bonus employabilité doit être considéré comme un projet pilote.

M. Forestier répond que ce dispositif s'inscrit dans le cadre des mesures post-pandémie, mises en œuvre en juillet 2021 pour une durée initialement prévue jusqu'à fin 2022, puis prolongée jusqu'à juin 2025. Il précise que son arrêt au 30 juin 2025 correspond à la fin programmée d'un projet pilote.

Le même député se montre critique à ce sujet, rappelant qu'il s'agit d'une mesure longuement discutée à la commission de l'économie avant la pandémie, dans une logique de renforcement des AIT, notamment en termes de durée et d'aides. Il estime que le bonus employabilité permettait de renforcer les aides aux entreprises afin de rendre plus attractif l'engagement de personnes au bénéfice de ces allocations. Il regrette la fin de ce dispositif sans qu'une mesure de remplacement équivalente soit présentée. Il relève également que les entreprises bénéficiaires sont majoritairement des micro et petites entreprises, représentant environ 85% des bénéficiaires, et il considère qu'il s'agit aussi d'une mesure de soutien au tissu économique genevois. Il conclut qu'en l'état, il ne prendra pas acte du rapport.

Un député Ve souligne que les défis liés à l'employabilité sont importants, notamment face aux transitions numérique et énergétique. Il relève que cet enjeu concerne autant la formation initiale que la reconversion professionnelle

et les personnes hors emploi. Il prend acte du rapport, lequel indique que le bonus employabilité n'apporte pas de plus-value par rapport aux AIT. Il estime que, s'il doit y avoir une action, celle-ci doit être différente du dispositif actuel. Il se dit favorable à la prise d'acte du rapport, mais souhaite que le rapport de commission mentionne la volonté de ne pas abandonner la problématique de l'employabilité et la nécessité de renforcer les dispositifs existants ou à venir.

Un député S demande des précisions sur un passage du rapport relatif aux difficultés rencontrées concernant l'octroi des AIT et une diminution globale de leur attribution. Il souhaite savoir à quoi correspond ce changement et pour quelles raisons cette diminution a eu lieu.

M. Forestier répond qu'il reviendra avec des éléments détaillés. Il indique néanmoins que le SECO a durci les critères d'octroi. Il précise qu'il transmettra les informations complémentaires à la commission.

Le même député relève qu'il existe de nombreuses réflexions autour des AIT et des ARE visant à compléter, au niveau cantonal, certains critères, et il estime qu'il serait utile de comprendre précisément quels critères ont été durcis.

M. Forestier précise que le bonus employabilité était un dispositif complémentaire aux AIT. Il indique que, selon les résultats du rapport de la HETS, de nombreuses entreprises n'avaient pas connaissance de l'existence de ce bonus avant de solliciter les AIT, ce qui montre que le dispositif n'avait pas joué pleinement son rôle incitatif initial. Il ajoute qu'il reviendra avec des compléments d'information.

Un député MCG demande si, concernant les micro et petites entreprises évoquées, notamment dans le secteur du bâtiment, un dispositif relais est prévu pour ce type de structures. Il souhaite savoir si une solution est envisagée pour la suite.

M. Forestier prend note de la question et indique qu'il reviendra avec des éléments de réponse.

La présidente met aux voix la prise d'acte sur le RD 1642 :

Oui :	15 (3 S, 2 Ve, 1 LJS, 2 MCG, 1 LC, 4 PLR, 2 UDC)
Non :	—
Abstentions :	—

***La commission accepte de prendre acte sur le RD 1642.***

*Catégorie de débat préavisée : IV*



## Conclusions

Mesdames les députées, Messieurs les députés,

Pour rappel, 1173 bénéficiaires ont été recensés entre juillet 2021 et décembre 2024, soit un chiffre inférieur à l'objectif initial, ce qui est en lien avec la baisse du recours aux allocations d'initiation au travail. Le bonus employabilité étant conditionné à l'octroi d'une allocation d'initiation au travail, l'absence de ces allocations entraîne mécaniquement une diminution du recours au bonus. Un durcissement des critères d'octroi et de la durée des allocations d'initiation au travail par le SECO a contribué à cette évolution.

Le rapport réalisé par la Haute école de travail social met en évidence que le bonus employabilité contribue principalement à couvrir des frais de formation interne et d'encadrement des personnes engagées. La conclusion du rapport est que, bien que le projet pilote atteigne ses objectifs, il n'apporte pas de plus-value par rapport aux allocations d'initiation au travail. Dans une logique d'utilisation adéquate des ressources cantonales, il serait préférable de réfléchir à un autre projet pilote susceptible de produire un effet plus significatif, le bonus employabilité ne présentant pas de valeur ajoutée suffisante.

L'objectif est d'améliorer la réinsertion des personnes et non de créer un effet d'aubaine financière pour les employeurs.

La priorité du département est que les fonds publics engagés par l'Etat contribuent effectivement à la réinsertion. Le bonus employabilité consiste en une contribution financière supplémentaire versée aux employeurs et que, dans le cadre de la réforme en cours, différentes formes de contributions sont à l'étude afin d'inciter les employeurs à engager durablement des personnes issues du chômage. A ce stade, le bonus n'atteint pas les résultats escomptés.

Des actions sont envisagées à la fois du côté des employeurs et des personnes concernées, afin de déterminer l'approche la plus pertinente, d'où la nécessité de prendre acte de ce RD.

Sur cette base, Mesdames les députées, Messieurs les députés, nous vous recommandons de prendre acte dudit RD avec la même unanimité que celle de la commission.